

## La France présente aux capitulations

Maurice VAÏSSE

« La France présente aux capitulations », *Espoir* n°102, 1995

Parce qu'un ordre nouveau s'annonçait, parce qu'il offrait à la France une chance de se relever après l'humiliation de la défaite de 1940, parce qu'enfin un bouleversement d'une telle ampleur ne s'était jamais produit et promettait de rebattre radicalement et durablement les cartes, il importait au général de Gaulle de faire figurer la France parmi les vainqueurs.

En participant matériellement aux combats bien sûr, mais aussi en consacrant cet effort par le symbole de la victoire: la signature de la capitulation allemande. Or cette présence d'un paraphe français au bas de ces documents a une histoire aussi hasardeuse et complexe que l'épopée des divisions de la France libre à travers l'Afrique et l'Europe.

Un demi-siècle après, la capitulation des vaincus, et la place que la France réussit à y prendre, restent pourtant des événements mal connus, dont même la date et le lieu sont sujets à controverse : ainsi les Soviétiques ont toujours commémoré le 9 mai 1945 à Berlin.

Les Occidentaux célèbrent le 8 mai parce qu'ils avaient convenu d'annoncer la capitulation ce jour-là, choisi comme V-Day (jour de la Victoire en Europe)... Quant aux Français, ils insistent sur Berlin parce que de Lattre y représentait notre pays ! Mais sait-on que la capitulation avait déjà été signée en France, le 7 mai à Reims ?

Une fois n'est pas coutume, une controverse de date apparaît à la fois comme le révélateur d'un écheveau historique complexe — par les données militaires, stratégiques, idéologiques qui s'y entremêlent, — et comme le reflet d'un affrontement politique. Si la capitulation est une étape-clef, c'est qu'elle décide à la fois de la guerre et de l'après-guerre ; qu'elle fixe tout ensemble l'épilogue de la lutte contre le nazisme et la place géopolitique nouvelle des vainqueurs... une place que la France essaie de façonner à la hauteur de ses exigences gaulliennes.

Mais si la complexité et la controverse font l'intérêt de ce problème, c'est bien souvent la confusion qui domine, et en appelle à la précision de l'historien. Et, dans les premiers temps, la France apparaît loin encore de la table symbolique.

### Les antécédents

Pour reprendre le fil de l'histoire, il nous faut remonter à une date bien antérieure : le 24 janvier 1943. Ce jour-là, à Casablanca, Roosevelt, en présence de Churchill, annonce son intention d'exiger de leurs ennemis une capitulation sans condition.

Cette attitude est dans le droit fil de la tradition américaine, marquée en particulier par la Guerre de Sécession : profondément pacifique, et longtemps réticente à utiliser la force, la grande démocratie ne saurait se contenter de demi-mesures. Une fois sa fureur déclenchée et le peuple enfin mobilisé, le seul résultat acceptable est la victoire totale. La guerre sera donc implacable, sans compromis, sans paix séparée, jusqu'à la destruction des forces allemandes.

C'est qu'il s'agit aussi de ne pas rééditer les erreurs de 1918 : trop vite consenti avant que le territoire allemand ait été vraiment touché par les combats — à des chefs trop peu représentatifs, l'armistice de Rethondes, supervisé par les Français, avait offert le support idéal au mythe du « coup de poignard dans le dos » assené par quelques civils à une patrie allemande invaincue.

En porte-à-faux avec l'humiliation du traité de Versailles, ce mythe avait favorisé les sentiments d'insatisfaction et de revanche. On sait, en 1943, que les conditions concrètes de reddition importent autant que les traités qui sont leur épilogue. En un mot, ne pas retomber dans les erreurs du traité de Versailles c'est d'abord refuser de voir rejouer les mauvaises conditions de Rethondes.

L'ombre de la Première Guerre mondiale plane donc sur les victoires alliées, tandis que l'avancée soviétique, suivie de mainmises territoriales graduellement plus inquiétantes, complique singulièrement les choses.

La résolution de guerre sans compromis affichée à Casablanca va connaître son épreuve du feu avec le problème de l'Italie, premier membre de la coalition adverse à subir la défaite. Chacun sait alors que se joue un préambule aux relations interalliées de la capitulation allemande et de l'après-guerre.

Et la place de la France paraît bien compromise : ce sont les deux alliés anglo-saxons qui agissent ... en fonction de leur grand partenaire oriental. Le Foreign Office, qui voulait constituer une tutelle tripartite pour créer un précédent et empêcher ainsi les Soviétiques de régner sans partage dans les territoires qu'ils libéreraient à leur tour à l'Est, s'oppose aux militaires américains qui veulent soumettre l'Italie à leur entière administration pour avoir les mains libres ; un cafouillage s'ensuit qui aboutit à signer deux armistices successifs, l'un le 3 septembre, l'autre le 29 septembre 1943. Pour finir, le général Eisenhower, chef d'Etat-major des armées alliées, jugea la proposition anglaise impossible à gérer à l'heure où la guerre faisait rage, les armées de Mussolini et bientôt la Wehrmacht résistant dans le Nord de la péninsule.

Les Soviétiques n'eurent donc aucun rôle réel en Italie, ce qui créa un modèle fâcheux et leur permit d'invoquer « l'exemple italien » pour régir seuls l'Europe de l'Est, à commencer par la Roumanie en septembre 1944. Quant à la France, elle reste bel et bien absente de ces controverses.

Après la création du second front par les débarquements anglo-américains (Sicile et péninsule italienne en 1943, Normandie et Provence en 1944) et la grande offensive soviétique de l'été 1944, la situation militaire de l'Allemagne est bien compromise.

Depuis le tournant de janvier 1943, celle-ci n'enregistre que des revers militaires ; et la contre-offensive des Ardennes (décembre 1944-janvier 1945) est sans lendemain. Les bombardements de la RAF et de l'US Air Force sur les centres stratégiques allemands ont sensiblement réduit la production et les transports sont désorganisés.

Les troupes sont écrasées par la supériorité numérique et matérielle des Anglo-Américains et des Soviétiques qui ont fait leur jonction le 25 avril 1945 à Torgau, sur l'Elbe ; la Kriegsmarine et la Luftwaffe sont peu à peu réduites à l'impuissance.

Le 30 avril, les Soviétiques entrent les premiers à Berlin. Avant de se donner la mort, Hitler a désigné le grand amiral Dönitz, commandant en chef de la Marine allemande, comme son successeur. Dönitz transfère son poste de commandement à Flensburg, port de la Baltique sur la frontière danoise, en territoire encore préservé. Avec ses conseillers, il décide de continuer à combattre contre les Soviétiques et de chercher à conclure des capitulations partielles à des niveaux opérationnels avec les adversaires occidentaux.

Il s'agit de gagner du temps afin de ramener vers l'Ouest le maximum de troupes allemandes. Dans le climat de méfiance qui s'installe entre Staline et ses alliés, la hantise de pourparlers secrets et la crainte d'une paix séparée se renforcent.

La première reddition importante est celle des forces allemandes d'Italie du Nord. Engagée dans le secret du côté américain par l'intermédiaire d'agents suisses, la négociation aboutit le 29 avril 1945 à la capitulation sans condition de Caserte, près de Naples.

Cette affaire permet aux Alliés de ménager leurs forces et d'assurer l'avenir démocratique de l'Italie sous leur tutelle à l'heure où la guerre civile fait rage en Grèce. Mais elle excite la colère de Staline, en butte à une résistance acharnée de la Wehrmacht sur le front oriental. Le maître du Kremlin redoute une capitulation allemande qui, limitée à l'Ouest permettrait aux troupes anglo-américaines d'avancer vers l'Est, en contrepartie de meilleures conditions de paix pour les Allemands. Du coup, il exige de ses partenaires qu'ils respectent leurs engagements de combattre jusqu'à la capitulation générale de l'Allemagne.

Certains historiens, tout en mettant en parallèle la modestie des gains alliés en regard de la fureur de Staline, font remonter à cet événement le début de la guerre froide. Mais les troupes avancent encore, et tout n'est pas joué le 2 mai, jour de l'annonce de la capitulation de Caserte.

Des personnalités allemandes poursuivent leurs tentatives de contact avec le Haut Commandement allié, quitte à jouer de moyens détournés que leur offrent la Grande-Bretagne et la France. Sur ce point, Eisenhower, commandant en chef des forces alliées, reste formel : il insiste auprès de Churchill sur la nécessité de refuser toute proposition qui ne prévoirait pas une reddition de toutes les forces allemandes sur tous les fronts.

### **Reims, ville de la reddition ?**

Les capitulations partielles qui interviennent en Allemagne du Nord-Ouest et en Hollande, suivies d'une demande de reddition plus générale à Eisenhower par Dönitz, correspondent bien à la volonté de ce dernier de ne consentir de défaite qu'à l'Ouest, sans avoir à subir la reddition des soldats et des civils aux Soviétiques. Mais Eisenhower tient bon. En annonçant aux Soviétiques qu'il s'appête à recevoir les Allemands, il précise qu'il ne consentira aucune capitulation qui ne serait pas étendue à l'ensemble des fronts. Il décide aussi de ne pas recevoir de plénipotentiaires allemands avant la signature effective de la capitulation.

Le 5 mai, Friedeburg arrive à Reims, où, depuis février, Eisenhower a installé le PC avancé du SHAEF (Supreme Headquarter Allied Expeditionary Forces) dans une petite école de briques rouges : les discussions s'engagent. Friedeburg a pour mission de mettre au point les termes de la capitulation des forces allemandes sur le front occidental. Du côté allié, les négociateurs sont le général Bedell Smith, chef d'Etat major d'Eisenhower, et le général Strong, chef du service de renseignements du SHAEF ; de Français, point. De même, dès juillet 1944, des projets d'acte de capitulation, élaborés par la Commission consultative pour l'Europe et approuvés par les représentants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'URSS, avaient été adressés à l'Etat-major interallié.

Mais en mai 1945, des éléments nouveaux étaient survenus : depuis novembre 1944, la France fait partie de la Commission et demande à être considérée comme un des signataires.

### **La signature ou le chaos**

Après vingt minutes, les conversations achoppent sur un point précis de l'acte de capitulation : dès l'instant où elle entrera en vigueur, les soldats allemands devront se considérer comme prisonniers sur place, sans avoir le droit de faire mouvement. Bedell Smith présente aux Allemands des cartes de guerre où les attaques imaginaires sont figurées par de grandes flèches rouges. Friedeburg exprime la crainte que de nombreux soldats allemands ne soient tués par les Soviétiques et demande qu'il leur soit permis de se rendre aux armées alliées du front Ouest.

Bedell Smith repousse la requête et exige que la reddition soit simultanée. Friedeburg objecte qu'il n'a pas les pouvoirs nécessaires pour signer un tel acte et Bedell Smith rétorque qu'il doit recevoir les pleins pouvoirs de Dönitz ou que celui-ci doit envoyer à Reims les chefs de l'armée allemande, munis des pleins pouvoirs pour signer une reddition complète.

Friedeburg reprend contact avec Dönitz qui décide d'envoyer à Reims le général Jodl, chef d'Etat-major de l'armée allemande, qui est violemment opposé à une capitulation générale. Muni de nouvelles instructions, Jodl arrive à Reims le 6 mai ; ce jour, une nouvelle rencontre Jodl, Friedeburg, Bedell Smith et Strong.

Jodl propose que la capitulation ait lieu en deux temps : une phase pendant laquelle les mouvements de troupe seront autorisés, une autre pendant laquelle ils seront interdits. Les Allemands, qui veulent faire passer dans les lignes anglo-américaines le plus possible de

soldats et de civils, proposent de signer l'acte de capitulation le mardi 8 mai au matin et de disposer de quarante-huit heures pour mettre en vigueur l'ordre de cessez-le-feu.

Pour toute réponse, Eisenhower menace de rompre les négociations, de fermer tout le front allié et de ne plus accepter aucun réfugié allemand dans les lignes alliées. L'atmosphère est tendue. Jodl télégraphie à Flensburg qu'il ne voit pas d'autre issue que la signature ou le chaos. Révolté par l'intransigeance d'Eisenhower mais impressionné par le changement d'attitude de Jodl, Dönitz donne son accord et autorise Jodl à signer. Les Allemands ont tout de même obtenu une concession : les hostilités doivent cesser sur tous les fronts quarante-huit heures plus tard, le 8 mai à 23 h 01, heure d'Europe centrale.

En pleine nuit, à 2 h 41 (donc le 7 mai 1945), la signature a lieu dans le collège moderne et technique de Reims — « la petite école de brique rouge » — où des officiers, des GI's et dix-sept correspondants de guerre entourent les signataires qui se pressent dans le War-room. Ses murs sont tapissés de cartes, de tableaux statistiques et de graphiques en tout genre. Un tableau des pertes alliées à l'Ouest recense un total de plus de 600 000 hommes, dont 130 000 morts. Un thermomètre, monté sur fond de croix gammées, figure le flot croissant des prisonniers allemands aux mains des Alliés.

Pour la circonstance, la salle est jonchée de câbles d'appareillages électriques, d'appareils de prises de vues et de projecteurs.

Les participants prennent place des deux côtés de la longue table de bois. Du côté allemand, Jodl, Friedeburg et le major Oxenius. Bedell Smith préside la cérémonie, ayant à sa droite l'amiral anglais H.M. Burrough et à sa gauche le général Susloparoff, chef de la mission militaire soviétique. Strong joue le rôle d'interprète. Un aviateur anglais et un aviateur américain, les généraux Spaatz et J.M. Robb, le général anglais Morgan complètent le côté allié de la table. Enfin la France est présente : le général Sevez, qui représente le général Juin (chef d'État-major de la Défense nationale) retenu à la conférence de San Francisco, a été invité au dernier moment.

Le 4 mai, de Gaulle avait désigné de Lattre pour signer au nom de la France mais de Lattre est trop loin et ne cache pas sa peine :

« Sans jalousie, j'estimais que je venais d'être privé de la plus fière satisfaction que puisse jamais connaître un soldat. »

De Gaulle s'efforce de le consoler :

« A tout prendre, je pense qu'il est mieux d'être le vainqueur que le signataire. »

Une présence quand même, mais une signature comme simple témoin pour le général Sevez : c'est un demi-succès pour le Général. Heureusement, les Soviétiques vont donner sans le vouloir une deuxième chance à la France.

### **Un document fruste**

Ni sceaux ni rubans. L'acte est un document fruste : un texte dactylographié en cinq paragraphes, des signatures. Les Allemands font acte de capitulation inconditionnelle et simultanée au Commandant en chef des forces expéditionnaires alliées et au Haut Commandement soviétique (par. 1).

Le Haut Commandement allemand donnera ordre à toutes les forces allemandes ou sous contrôle allemand de cesser leurs opérations le 8 mai à 23 h 01, de rester sur leurs positions et de ne pas saboter leur matériel (par. 2). Le Haut Commandement allemand devra transmettre cet ordre et tous les ordres ultérieurs donnés par les Commandements allié et soviétique (par. 3).

Cet acte de capitulation militaire ne préjuge pas un acte général de capitulation imposé au nom des Nations Unies, applicable à toute l'Allemagne et à toutes les forces armées allemandes (art. 4). Au cas où celles-ci failliraient à leur engagement, les forces alliées et soviétiques prendront les sanctions appropriées (art. 5).

Tout est réglé très rapidement. Un seul discours, celui de Jodl, qui déclare que le peuple allemand s'en remet à la générosité des vainqueurs. La cérémonie de signature accomplie, Jodl est introduit dans le bureau d'Eisenhower qui lui demande s'il a bien compris toutes les stipulations de l'acte et lui dit qu'il sera tenu personnellement responsable de son exécution. Puis c'est l'heure des congratulations et des photos. A 3 h 24, Eisenhower télégraphie avec sobriété aux chefs anglo-américains :

« La mission des forces alliées est remplie, 7 mai 1945, à 2 h 41 (heure locale). »  
Il notifie également la nouvelle au Haut Commandement soviétique.

### **Méfiance soviétique : de Reims à Berlin**

Eisenhower prend soin, en effet, de ne pas indisposer les Soviétiques qui se manifestent par des messages répétés : pas de capitulation limitée au front occidental ; pas d'annonce prématurée avant que la coordination n'ait été effectuée avec les Soviétiques.

Dès que les émissaires allemands prennent contact avec le PC de Montgomery, Eisenhower en informe Susloparoff. Dès que le plénipotentiaire allemand se présente à son PC, Eisenhower propose au Commandement soviétique que la reddition soit faite en même temps des deux côtés du front ou d'envoyer une délégation pour participer à la reddition au SHAEF. Le Commandement soviétique répond qu'il ne fait pas d'objection aux projets d'Eisenhower et qu'il autorise Susloparoff à prendre part aux négociations de capitulation.

Le 6 mai, Eisenhower demande au Commandement soviétique s'il souhaite étendre ou modifier les termes de l'acte de capitulation, organiser une autre cérémonie de signature et participer à une éventuelle ratification. Dans sa réponse, le général Antonov, chef d'Etat major de l'armée soviétique, fait remarquer que Dönitz incite toujours les troupes allemandes à résister à l'Armée rouge, ce qui donne à penser que Dönitz souhaite réaliser une trêve à l'Ouest et continuer la guerre à l'Est. Il demande des modifications de forme concernant le document et insiste pour que la signature ait lieu à Berlin et non à Reims.

Par la signature à Berlin, Staline entend symboliser la prépondérance du rôle de l'URSS dans la lutte contre l'Allemagne hitlérienne : mais c'est aussi, pour la France, l'occasion de figurer avec plus de consistance parmi les vainqueurs.

« Nous avons convenu avec les Alliés que l'acte signé à Reims sera considéré comme un protocole de capitulation provisoire », prétend Staline.

Pour la cérémonie de Berlin à laquelle il consent, Eisenhower décide de se faire représenter par son adjoint, l'air-marshall Tedder, accompagné d'une délégation qui comprend les généraux Spaatz, Strong, Bull, de Lattre de Tassigny et l'amiral Burrough. Du côté allemand, les plénipotentiaires sont Keitel, Friedeburg et Stumpff, qui représentent la Wehrmacht, la Kriegsmarine et la Luftwaffe.

Les avions qui transportent les délégations occidentales parviennent non sans peine jusqu'à l'aérodrome de Tempelhof. Pour se rendre au PC de Joukov, situé à Karlshorst, dans la banlieue Est de la ville, les délégués traversent Berlin en ruines. Pratiquement tous les bâtiments portent des traces de combats. De loin en loin, des explosions retentissent.

De Lattre note « les files misérables de femmes, d'enfants et de vieillards hébétés faisant interminablement la queue, munis de récipients les plus hétéroclites, pour recueillir un peu d'eau aux fontaines et aux bouches d'incendie ».

### **Un drapeau français manque ...**

Avant la signature, des difficultés surgissent. Joukov ne veut pas entamer de discussions avec Tedder avant l'arrivée du conseiller diplomatique soviétique, Vychinski. La participation française pose d'autres problèmes. Le drapeau français manque dans la salle de capitulation ; de Lattre insiste pour qu'il y en ait un.

« Et pourquoi pas un drapeau chinois ? » ironise un Britannique.

D'ailleurs, le drapeau français est introuvable. Les Soviétiques consentent enfin à en fabriquer un. Avec un morceau rouge de pavillon hitlérien et de la serge bleue de combinaison de mécanicien, les jeunes couturières russes s'activent et confectionnent... un drapeau hollandais ; néanmoins, un drapeau français correct est mis en place pour la cérémonie finale.

Autre problème, celui des signataires. De Gaulle avait demandé à de Lattre de signer au nom de la France en tant que témoin au cas où Eisenhower serait présent. Si ce n'était pas le cas, de Lattre devait signer au même titre que le représentant britannique. Or, d'après les instructions de Tedder, de Lattre et Spaatz devaient signer tous deux en qualité de témoins.

Quant à Vychinski, il acquiesce à la signature de De Lattre — qui concrétiserait la résurrection de la France — mais s'oppose à celle de Spaatz, car Tedder représente à la fois les forces britanniques et américaines.

La question est débattue pendant plusieurs heures. De Lattre est intransigent :

« Je n'ai qu'une position et je m'y tiens comme un roc : j'ai reçu l'ordre de mon gouvernement de signer et je dois signer. »

Il explique à Tedder :

« Si je rentre en France sans avoir rempli ma mission, c'est-à-dire en ayant permis que mon pays soit exclu de la signature de la capitulation du Reich, je mérite d'être pendu. »

La nuit avance. Tedder demande :

« Yes, we aren't getting any vodka and food, are we ? » (Partis comme ça, on a peu de chances d'en arriver à la collation et à la vodka, n'est-ce pas ?)

Vychinski quitte la salle et revient avec une suggestion pratique : la capitulation serait signée du côté allié par Joukov et Tedder ; Spaatz et de Laure signeraient en qualité de témoins et leurs noms seraient placés légèrement en dessous des autres.

Il est près de minuit. Dans l'immense salle où doit avoir lieu la signature, Joukov en grande tenue, la poitrine couverte de décorations, préside la cérémonie avec Tedder et Vychinski à sa droite, Spaatz et de Lattre à sa gauche. Une centaine de photographes et de cinéastes s'agitent.

« Du super-Hollywood », pense Butcher.

« Nous sommes littéralement aveuglés par la lumière des sunlights », note de Lattre.

Joukov prononce quelques mots de bienvenue avant que la délégation allemande soit introduite. Elle entre, conduite par Keitel, « terriblement prussien d'allure ».

De son bâton de maréchal, il salue, puis aperçoit le drapeau tricolore :

« Ach ! Il y a aussi des Français ! Il ne manquait plus que cela ! » grommelle-t-il.

Joukov demande aux représentants allemands s'ils ont pris connaissance de l'acte et s'ils ont pleins pouvoirs pour signer ; Tedder leur demande s'ils sont prêts à le faire. Sur leur réponse affirmative, ils sont invités à s'exécuter. L'acte de capitulation de Berlin est identique à celui de Reims, à quelques détails près. Les signatures sont apposées. Entouré d'une horde de photographes, Keitel salue de son bâton de commandement. Les vainqueurs sortent.

### **Annonces**

Dans la nuit, après les congratulations et les prises de vues, un banquet fournit aux Soviétiques l'occasion de sortir leur arme secrète, la vodka.

« Sur la table, les tapis verts ont fait place à des nappes immaculées couvertes de cristaux, d'argenterie, de bouteilles de vin du Caucase, de flacons de vodka et de zakouski. »

Joukov prononce un discours à la gloire de Staline, Roosevelt et Churchill, et ne dit mot de la France. De Lattre proteste et obtient satisfaction. De toast en toast, Joukov, Tedder, Spaatz et de Lattre se dressent tour à tour sur leur siège, comme des diables de leur boîte.

« Je me souviens, raconte Joukov, que l'on parla beaucoup et avec une grande sincérité du désir qui nous animait de maintenir indestructibles les liens d'amitié entre les pays de la coalition antifasciste. »

Le banquet s'achève au petit matin sur des chants et des danses.

Avant la signature de Berlin, le président Truman, de Gaulle et Churchill avaient annoncé le 8 mai à 15 h la capitulation de Reims. De Gaulle avait commencé ainsi son discours :

« La guerre est gagnée. Voici la victoire. C'est la victoire des Nations Unies, c'est la victoire de la France ! L'ennemi allemand vient de capituler devant les armées alliées de l'Est et de l'Ouest. Le commandement français était présent et partie à l'acte de capitulation. »

Mais celle-ci était déjà connue officieusement. Les journalistes américains et britanniques, invités à la cérémonie de Reims, s'étaient engagés à ne rien divulguer tant que la nouvelle ne serait pas publiée officiellement. Eisenhower, qui avait reçu l'ordre de ne rien dire dans l'attente de l'annonce officielle, se tint à cette consigne. Mais l'un des correspondants invités, Edmund Kennedy, chef du bureau de l'Associated Press à Paris, rompit la consigne de silence. Dans l'après-midi du 7 mai, la nouvelle se répandit à travers le monde. Le soir, les Européens fêtaient la paix revenue.

### **Le Japon**

Dès avant le V-E Day, Marshall et Eisenhower avaient fixé le V-Day, c'est-à-dire le jour du redéploiement des forces américaines pour venir à bout de l'autre adversaire, le Japon. On sait que, pour éviter la prolongation d'une guerre trop meurtrière, les Américains décident de lâcher deux bombes atomiques sur Hiroshima (6 août) et Nagasaki (9 août).

Le 10 août, la radio de Tokyo annonce que le Japon est prêt à capituler, mais les Japonais demandent le maintien de l'Empereur qui ordonne le cessez-le-feu le 14 août. La signature de la capitulation a lieu le 2 septembre sur le cuirassé Missouri en baie de Tokyo. Le général Leclerc, nommé commandant supérieur des troupes françaises en Extrême-Orient, y représente la France.

Certes, le refus des Alliés d'inviter le chef du gouvernement français aux conférences de Yalta (4-11 février 1945) et Potsdam (17 juillet – 2 août) rappelait durement à la France que celle-ci n'était plus une grande puissance malgré le combat incessant pour le rang mené par le général de Gaulle.

Il est vrai que la France n'a eu qu'une place et un rôle limités lors de la signature des actes de capitulation. Il reste qu'elle avait conquis le droit de signer et que cet extraordinaire retournement de situation avait été le fait d'hommes «partis de rien».